

Étude de la politique de l'environnement de deux
organismes non gouvernementaux :
France Nature Environnement et la National Trust
for Scotland



Université François Rabelais – TOURS

UFR Sciences et Techniques

Département de Géologie- Environnement



Remerciement :

Je remercie Monsieur Botté pour avoir proposé ce sujet.

SOMMAIRE	1
Résumés (français et anglais).....	2
Introduction.....	3
I. France Nature Environnement	4
1. Présentation générale.....	4
2. But de l'association.....	4
3. Organisation sous forme de réseaux.....	5
4. FNE au service des associations membres.....	6
5. Un engagement prononcé pour Natura 2000.....	7
6. Exemple d'action de l'une de ses associations membres : la Ligue pour la Protection des Oiseaux.....	9
6.1 La LPO et Natura 2000.....	10
6.2 Programme de conservation des rapaces.....	10
6.3 Partenariat de la FNE et de la LPO dans le Comité National Avifaune (CNA).....	12
II. La National Trust for Scotland	13
1. Présentation.....	13
2. But de la NTS.....	14
3. Leurs politiques.....	14
3.1 Politique environnementale (approuvée par le Conseil de la National Trust for Scotland le 25 novembre 2004).....	15
3.1.1 Les principes.....	15
3.1.2 Les buts de la politique.....	16
4. Exemples d'activités de la NTS.....	18
4.1 Le Mar Lodge.....	18
4.1.1 Un patrimoine naturel riche à protéger.....	18
4.1.2 L'intervention de la National Trust for Scotland sur le Mar Lodge.....	19
4.1.3 Exemple d'action.....	24
4.2 Autres activités.....	25
4.2.1 Threave Garden School.....	25
4.2.2 Programme de protection des oiseaux marins sur les îles de Canna et de Sanday (juin 2000) : un exemple de mise en œuvre de la directive Oiseaux.....	26
III. Un objectif commun mais des méthodes d'interventions différentes	27
Conclusion.....	29
Bibliographie.....	30

Résumés (français et anglais):

A l'heure actuelle où les problèmes environnementaux sont prépondérants, diverses associations telles que France Nature Environnement et la National Trust for Scotland, oeuvrent pour la restauration et la préservation d'espaces naturels remarquables. Pour cela, chacune s'est fixée des principes et des objectifs en accord avec leur politique environnementale et agit, en conséquence, différemment.

La National Trust for Scotland prend en compte aussi bien le patrimoine naturel que leur héritage culturel (bâtiments historiques) dans leur politique de gestion des territoires qu'elle a acquis au fil du temps. Ainsi, elle agit en son nom avec l'aide primordiale de dons de la population.

En opposition, France Nature Environnement est une fédération française de protection de l'environnement. Regroupant des milliers d'associations à des échelles différentes, elle coordonne toutes les actions entreprises sur le territoire français et est une structure de consultation et représentante des citoyens auprès du gouvernement français et des institutions internationales. Les associations membres de la FNE s'investissent essentiellement dans la préservation de sites naturels, dans le cadre du réseau Natura 2000.

Mots clés : politique de gestion / association / directive européenne / patrimoine naturel

At the present time, environmental issues are predominant ; in this way, a multitude of charity like France Nature Environnement and the National Trust for Scotland, work in order to restore and preserve specific natural background. Everyone has principles and objectives in harmony with their environmental policy and, consequently, use different way to act.

The National Trust for Scotland takes into consideration natural heritage and also their cultural heritage (historic buildings) in their management of lands which it has purchased. So, the NTS act itself with the aid of essential donations given by population.

Contrary to this charity, France Nature Environnement is a federation for the protection of the environment in France. Including thousands of charity at different scales, it coordinates all actions undertaking in France and it is a structure of talks, representative of citizens with the french government and international institutions. Members of FNE essentially work to the preservation of natural sites, within the framework of Natura 2000.

Key words :national management / charity / european directives / natural heritage

Introduction

En 1987 apparaît, dans le rapport Brundland, le principe de développement durable qui consiste en « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». En relation avec ce principe, les problèmes environnementaux sont devenus l'une des plus grandes préoccupations européennes.

A l'heure actuelle, tous les états membre de l'Union Européenne sont soumis aux mêmes directives concernant les milieux naturels et leurs écosystèmes mais chaque nation agit différemment et ont leur propre lois afin d'atteindre les objectifs fixés par l'Europe.

Pour préserver les ressources naturelles, diverses législations ont été mises en place et ainsi des organismes de différents statuts se sont investis dans la protection de l'environnement. Parmi eux, se trouvent des organismes non gouvernementaux tels que France Nature Environnement (France) et la National Trust for Scotland (Écosse).

Cette étude a pour but de comparer la politique de l'environnement des deux ONG citées précédemment et d'observer, à partir des mêmes objectifs, quels sont les moyens mis en œuvre par les représentants dominants de la France et de l'Écosse.

Dans un premier temps, ces deux associations et leurs activités seront présentées puis, dans un second temps, une comparaison de leur système de gestion sera faite.

I. France Nature Environnement

(source : site internet <http://www.fne.asso.fr>)

1. Présentation générale

France Nature Environnement est une fédération nationale des associations de protection de la nature et de l'environnement. Fondée en 1968 et reconnue d'utilité publique en 1976, elle regroupe 14 associations nationales, 32 fédérations et associations régionales, 80 associations départementales et plus de 3000 associations locales. Cette organisation comprend plus de 300 000 bénévoles actifs et engagés.

Elle est l'une des principales organisations non gouvernementales françaises dans le secteur de l'environnement et exerce à ce titre une mission de coordination et d'animation de la vie associative nationale, en liaison étroite avec les services du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, et l'ensemble des pouvoirs publics

La fédération est présente au sein de plus de 50 institutions nationales de concertation tels que le Conseil national de protection de la nature, le Comité national de l'eau, la Commission nationale du débat public...

France Nature Environnement fonctionne, en majorité, sur la base du volontariat (par adhésion aux diverses associations membres et à l'aide de dons pour financer leurs actions).

2. But de l'association

FNE est considérée comme le porte parole des diverses associations membres, réparties sur tout le territoire français et œuvrant pour la sauvegarde de l'environnement. Elle a pour but de coordonner les activités de conservation, de protection de la nature et de l'environnement, et prend toute initiative concernant les actions à mener sur le plan national et international. Consciente que l'activité humaine est au coeur des perturbations de la nature (dégradation de la biodiversité, dérèglement climatique, pollutions des eaux, ...), son objectif principal est de réconcilier l'homme et son environnement notamment par des actions de veille et de contre-expertise afin d'obtenir une meilleure prise en compte de ce patrimoine naturel à tous les échelons de la société. Cette prise en compte a pour entre autre objectif, de faire progresser le débat public pour que l'environnement soit au centre des préoccupations du gouvernement et soit systématiquement considéré lors des choix engageant l'avenir des futures générations.

3. Organisation sous forme de réseaux

Pour cela, FNE est organisée en réseaux de compétences et d'expertise selon des thématiques concernant les problématiques nationales actuelles. Les réseaux sont :

- Le réseau *Agriculture* dont les priorités sont la mise en place du principe pollueur-payeur dans le domaine de l'agriculture; le plafonnement des aides accordées, le soutien à l'agriculture biologique et la promotion de l'agriculture durable.
- Le réseau *Déchets* promouvant la réduction à la source de la pollution, le respect du principe de proximité, la valorisation des déchets par réemploi, recyclage, compostage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie et enfin la mise en pratique du respect intégral du droit à l'information du public et l'application de la législation.
- Le réseau *Eau* qui agit pour préserver les milieux aquatiques et la qualité de la ressource en eau. A travers la réalisation d'études, l'édition d'une lettre d'information et l'action de ses correspondants, il influe sur les politiques publiques de gestion de l'eau, avec pour objectifs à court terme, le 8^{ème} programme des Agences de l'Eau et la nouvelle loi sur l'eau de 2001.
- Le réseau *Énergie Climat* visant à développer une « politique écologique de l'énergie ». Ses thèmes prioritaires sont la maîtrise des consommations, la maîtrise du nucléaire, le développement des énergies renouvelables, le suivi des négociations nationales, européennes et internationales, l'éducation à l'énergie et la participation aux débats.
- Le réseau *Forêt* dont l'objectif essentiel est le développement d'une sylviculture proche de la nature, au travers de ces diverses participations (nationales et régionales) et de ses partenaires. Il s'attache à vulgariser sa position en matière de gestion durable des forêts.
- Le réseau *Nature et biodiversité* agissant pour la conservation de la diversité biologique. Ses priorités sont le maintien de la variabilité génétique, le statut des espèces protégées et prédation, la conservation des espèces et activités humaines (chasse, effets de l'agriculture), la protection réglementaire et contractuelle des

milieux et création d'infrastructures naturelles (Natura 2000, espaces naturels et ruraux).

- Le réseau *Transport, aménagement du territoire* qui formule des propositions pour des conditions de mobilités et des systèmes de déplacements adaptés, soucieuses du patrimoine naturel et de la qualité de vie ; qui lutte contre les projets critiquables ; exige la cohérence globale et la prise en compte de l'environnement dans la réalisation de projets.
- Le réseau *Santé* dont son objectif est de faire en sorte que la problématique environnementale/santé soit présente dans les diverses approches de FNE (agriculture, OGM, eau, déchets, énergie) en intégrant les « risques » et de traiter de divers thèmes spécifiques tel l'air, le bruit qui ont un impact fort sur la santé.
- Le réseau *Juridique* qui assiste juridiquement les associations fédérées et exerce une activité régulière de lobbying au Parlement.

L'ambition de France Nature Environnement vise à représenter les citoyens dans des dizaines de commissions de concertation du niveau local au niveau national. Elle souhaite également sensibiliser et éduquer un plus grand large public dans le but d'un engagement de tous les acteurs pour agir dans l'esprit du développement durable.

Le travail de milliers de naturalistes et environnementalistes bénévoles et salariés favorise le développement du savoir et la transmission des connaissances pour les rendre accessibles au plus grand nombre. Un grand réseau de bénévoles sur le terrain veille et alimente une base de données reconnue, acquise au profil de la société. Ces personnes peuvent ainsi fournir une expertise et des propositions éclairées aux acteurs socio-économiques.

4. FNE au service des associations membres

FNE est une fédération au service des associations avec deux principes :

- Soutenir et coordonner : qu'il s'agisse de faire entendre la voix des citoyens, de mener des actions de sensibilisation ou de faire respecter le droit de l'environnement, FNE soutient l'ensemble des projets développés par les associations qu'elle rassemble. Lieu de convergence des connaissances et des expertises de terrain, la fédération favorise les échanges entre les associations pour leur permettre de coordonner leurs actions et

de mutualiser leurs moyens. Ainsi, des milliers de bénévoles œuvrent chaque jour, en synergie, pour la sauvegarde de l'environnement.

- Penser et agir collectivement : le réseau associatif permet de construire, collectivement, des positions cohérentes et pertinentes issues d'expériences de terrain et de construire, grâce à la mobilisation de ses membres, une action ayant des répercussions sur l'ensemble du territoire.

5. Un engagement très prononcé pour Natura 2000

Natura 2000 est la mise en œuvre au niveau de l'Union Européenne d'un réseau européen en faveur des espaces naturels les plus remarquables, territoires vitaux pour la faune et la flore sauvage menacée. S'ajoute à cette liste les territoires très importants pour la sauvegarde des oiseaux migrateurs en Europe. Natura 2000 constituera à terme l'ossature principale pour la sauvegarde de la Nature en Europe.

Natura 2000 est la conjonction de deux textes :

1 : la Directive " oiseaux " (1979) pour les oiseaux rares et menacés, et - la Directive en faveur des "habitats" naturels, la faune, la flore sauvage menacées en Europe. Celles ci doivent aboutir à la proposition par les États membres de Zones de Protection Spéciale (Directive oiseaux), et de Zones Spéciales de Conservation (Directive Habitat). Au terme des procédures d'éligibilité, (2004), l'ensemble des ZPS et ZSC formera le réseau européen NATURA 2000.

Les ZPS sont de la responsabilité des États qui doivent prendre toutes dispositions visant à assurer la sauvegarde durable des sites naturels nécessaires à la sauvegarde des oiseaux rares et menacés, y compris les sites de grand intérêt pour les oiseaux migrateurs. Si l'Union Européenne ne se satisfait pas des propositions des États, elle peut avertir puis mettre en demeure les États pour non-application ou insuffisance d'application de la Directive " oiseaux ".

2 : La Directive dite habitats fait l'objet d'une procédure plus complexe. Les États membres doivent engager des concertations locales avant envoi de proposition de sites à l'UE qui examine leur bien fondé scientifique. La liste d'habitats prioritaires proposée doit inclure obligatoirement tous les habitats naturels rares et menacés présents dans les territoires des États, selon la nomenclature annexée à la Directive Habitats.

Après acceptation par l'Union Européenne des listes de sites, chaque État doit :

- Transcrire dans sa loi nationale les engagements de préservation.
- Prévoir pour chaque ZSC les modes de gestion appropriés permettant la sauvegarde réelle des habitats naturels.
- rédaction d'un document d'objectif,
- d'un document d'application, pour la mise en œuvre concrète des mesures et/ou des contraintes nécessaires à la préservation.

Dans le cadre de la directive Habitats, FNE intervient, notamment, comme interlocuteur officiel (rencontre et contacts avec la Commission européenne, participation comme représentant des ONG aux séminaires biogéographiques, participation au groupe de travail restreint).

France Nature Environnement est très attachée à Natura 2000 : ses associations fédérées sont mobilisées à plus de 90 % pour Natura 2000 (du suivi général à l'implication comme acteur), et participent à plus de 70 %, à la mise en œuvre de Natura 2000 (comité départemental de suivi ou comité de pilotage DOCOB). Elle agit également comme animateur du débat public sur Natura 2000, à travers son réseau associatif, en le dynamisant et le renseignant, en lançant des enquêtes pour connaître le vécu local de cette démarche, pour évaluer, centraliser et porter les besoins et les problématiques, contribuant ainsi à la constitution du réseau Natura 2000. (*source site internet du sénat <http://senat.fr/rap/r03-023-1/r03-023-150.html>*)

Pour chaque futur site Natura 2000 sera élaboré un Document d'Objectifs ("Docob"). Il correspond à un plan d'objectifs et d'actions du site, visant à préserver les habitats et espèces pour lequel le site a été désigné en associant fortement les activités humaines (prescriptions intégrées). Il est élaboré in situ en associant tous les partenaires locaux concernés (comité de pilotage, groupes de travail), sous la conduite d'une structure chargée de coordonner la démarche : l'Opérateur Local. L'opérateur local est missionné par l'État, en réponse à un appel d'offres.

Si la directive Habitats impose aux États membres une obligation de résultats en matière de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire présents sur le

territoire national, elle leur laisse en revanche le choix des moyens. La France, sans exclure la voie réglementaire, a choisi de privilégier fortement la voie contractuelle.

Ces Contrats Natura 2000 sont aujourd'hui opérationnels et disposent d'un cadre technique, administratif, financier et juridique complet (circulaire du 05 mai 2002). Ce sont des contrats passés entre l'État et le propriétaire (ou ses mandataires, ou tout ayant-droit : privés, collectivités, associations, organismes socioprofessionnels...) qui donnent droit à une rémunération compensatoire en contrepartie de modes de gestion respectueux de l'environnement prévus dans le Docob. Ils ont une durée minimale de 5 ans renouvelable (possibilité de contrats plus longs en forêt par exemple). Pour en souscrire un, le bénéficiaire potentiel doit en faire la demande.

6. Exemple d'actions de l'une de ses associations membres : la Ligue pour la Protection des Oiseaux. *(source : site internet <http://www.lpo.fr>)*

La Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO), créée en 1912, se compose de délégations, groupes, relais et antennes réunis autour d'une association nationale reconnue d'utilité publique depuis 1986, comptant à ce jour plus de 38 288 membres. La LPO est le représentant officiel de BirdLife International en France depuis 1993. La LPO est une association indépendante à but non lucratif, apolitique et citoyenne. Elle contribue à un développement durable, respectueux des ressources et des richesses naturelles.

Elle a pour objectif la protection des oiseaux et des écosystèmes (faune et flore associées) dont ils dépendent afin d'assurer la biodiversité. Pour cela, elle réalise des actions avec l'aide de ses membres, de ses abonnés, de ses donateurs, de ses sympathisants et avec la contribution active de milliers de bénévoles.

Les orientations 2006-2010 de la LPO participent à la stratégie de conservation des oiseaux et de leurs milieux qu'anime BirdLife International au niveau européen et mondial. Leur efficacité dépend d'une transparence au sein même de l'association, auprès des populations locales et des autres acteurs de la société.

La LPO entend réaliser ses actions en veillant à :

- un fonctionnement démocratique ;
- encourager toute initiative individuelle ou collective en faveur de la nature ;
- travailler avec les populations et associations locales, les autorités, les institutions, les acteurs économiques ;

- contribuer au développement économique durable et à l'épanouissement social et culturel ;
- partager avec le plus grand nombre ses connaissances sur le patrimoine naturel ;
- faciliter pour le plus grand nombre l'accès à l'observation de la nature dans le respect de celle-ci.

6.1 La LPO et Natura 2000

La LPO a contribué dès 1996 à l'élaboration de la méthode de concertation locale validée en juin 1998 par l'État français, en pilotant deux des 37 sites-test, le Val de Charentes et Seignes, et la Forêt de Moulière-Pinail.

Plusieurs délégations régionales ou départementales, telles que la LPO Vienne ou la LPO Anjou, sont opérateur local ou participent à l'élaboration de Documents d'objectifs dans d'autres régions de France.

Une fois le Docob élaboré et validé par les instances locales (comité de pilotage), les actions qu'il prévoit sont mises en oeuvre petit à petit, en fonction des opportunités techniques et financières. L'animation de la mise en œuvre est confiée par l'état à une Structure Animatrice.

6.2 Les programmes de conservation des rapaces

La Mission Rapaces : des actions de terrain

Pour protéger les rapaces, la Mission Rapaces met en place différents programmes nationaux, destinés en priorité aux espèces les plus menacées. Ses différents rôles sont : la coordination entre les différents partenaires, la sensibilisation du grand public, la diffusion d'informations, le suivi sur le terrain des espèces concernées, etc. Ils s'organisent autour de :

- La surveillance des aires de rapaces menacés : la Mission Rapaces s'engage également, depuis plusieurs années, dans la sauvegarde des oiseaux de proie en développant des activités de surveillance des aires de rapaces. Ainsi, en 2004, plus de 1 642 bénévoles ont participé à ces activités de terrain, soit plus de 7 900 journées de surveillance dans plus de 80 départements. Cette action est plus que jamais primordiale. Elle contribue à préserver des espèces en évitant les dérangements volontaires (vol d'œufs ou de poussins) et involontaires (dus essentiellement à certains loisirs de plein air).

- Les plans de restauration : en partenariat avec le ministère de l'Ecologie et du Développement durable, ils concernent : le vautour moine, le vautour percnoptère, le gypaète barbu, le milan royal, le balbuzard pêcheur, l'aigle de Bonelli, le faucon crécerellette, la chevêche d'Athéna.
- Les programmes Life : ce sont des programmes financés par l'Union européenne et qui s'étendent sur plusieurs années. L'un d'entre eux, terminé en 2002, a permis la réintroduction du gypaète barbu dans les Alpes. Un autre, qui a débuté en 2003, va permettre la sauvegarde du vautour percnoptère dans le sud-est de la France. Enfin, un programme pour la sauvegarde du faucon crécerellette est en cours depuis le 1er septembre 2005.
- Des actions diverses : le réseau «Casseur d'os», dans les Pyrénées, oeuvre pour la conservation du gypaète barbu en complément du réseau «Ecco» chargé de la sensibilisation. Afin de mieux connaître la colonie de vautours fauves, notre équipe des Grands Causses, en partenariat avec le Parc national des Cévennes, bague les jeunes vautours sur les falaises des gorges de la Jonte et du Tarn. Nous travaillons avec EDF et RTE dans le cadre du Comité National Avifaune (CNA) pour lutter contre les problèmes d'électrocution et de collision sur les lignes électriques.

Des campagnes de dons (faucon pèlerin en 2002, milan royal en 2003 chevêche en 2004 et percnoptère) permettent de récolter des fonds afin de mettre en oeuvre des mesures concrètes pour la sauvegarde des rapaces et de sensibiliser le grand public. Des bulletins



d'information, au nombre de treize, sont destinés à tous ceux, qui, sur le terrain, font une action concrète pour l'une des espèces suivantes : aigle de Bonelli, faucon pèlerin, vautours fauve, moine et percnoptère, gypaète barbu, busards cendré, Saint-Martin et des roseaux, milan royal, faucon crécerellette, circaète Jean-le-Blanc, balbuzard pêcheur, chevêche d'Athéna.

Au-delà de toutes ces actions régulières, la Mission Rapaces réagit aussi à tous les problèmes ponctuels concernant les rapaces, qui surgissent en cours d'année (destructions par tir et braconnage, soins dans les centres de sauvegarde UFCS, poison...).

6.3 Partenariat de la FNE et de la LPO dans le Comité National Avifaune (CNA)

Depuis plusieurs décennies, la LPO lutte pour limiter l'impact des lignes électriques aériennes, cause d'électrocution et de percussion pour de nombreux oiseaux, et en particulier pour les rapaces. Travailler avec EDF et RTE permet d'envisager des actions concrètes à mettre en place pour les protéger de cette menace.



Le Comité national avifaune unit deux grandes associations de protection de l'environnement – Ligue pour la Protection des Oiseaux (LPO) et France Nature Environnement (FNE) – à deux des plus importantes entreprises du service public - Electricité de France (EDF) et Réseau de transport d'électricité (RTE). Leur but commun est de s'entendre pour arriver à mieux limiter l'impact des lignes électriques sur les oiseaux.

Afin de rétablir une communication constructive, la LPO s'est positionnée en 2001 pour la mise en place d'un réseau d'échanges entre elle, EDF, RTE et FNE. La mise en place du Comité national avifaune (CNA) valide en 2002 cette volonté et une convention-cadre entre EDF, RTE, LPO et FNE, signée en février 2004, définit les orientations de travail suivantes :

- Matérialiser le travail du CNA par un plan d'action pluriannuel.
- Actualiser la cartographie des zones sensibles du point de vue de l'avifaune.
- Actualiser et tenir à jour l'état des lieux des pratiques et équipements disponibles en France et à l'étranger.
- Favoriser les relations de travail au quotidien.

Pour l'animation du Comité national avifaune, ce sont la LPO PACA et la LPO Mission Rapaces qui assurent la représentation du réseau LPO, et le CORA Région pour le réseau FNE.

Grâce à leur collaboration, des conventions entre les 4 partenaires ont été adoptées afin d'allier la protection des rapaces et la présence des lignes électriques.

II. La National Trust for Scotland

(source : site internet de la NTS <http://www.nts.org.uk/Home>)

1. Présentation

La National Trust for Scotland est la plus grande association de conservation du patrimoine naturel et culturel de l'Écosse. Fondée en 1931 à l'initiative de ruralScotland (...), la NTS est une structure indépendante, non gouvernementale qui compte plus de 270 000 membres. Elle a pour mission de protéger et de promouvoir le patrimoine naturel et culturel de l'Écosse afin que les générations présentes et futures puissent en profiter.

L'association est administrée par un Conseil composé de 50 membres dont le Président et des Vice-présidents, élus par les membres lors de l'assemblée générale annuelle. Parmi les membres du Conseil se trouvent des représentants des autorités locales et des autres organismes en relation avec le travail de la NTS.

Le Conseil doit organiser des forums de discussion afin d'assurer une transparence concernant les problématiques traitées. Le principal rôle du Conseil est de garantir l'intégrité des opérations de la NTS. Pour cela, le Conseil désigne les membres d'un comité, leur fournissant des rapports sur ses activités. Le comité, dirigé par le Président, est constitué de 9 membres dont 4 ayant un pouvoir exécutif.

Suite à de récentes recommandations du gouvernement, le comité de la NTS a obtenu la responsabilité de la gestion opérationnelle de l'association et peut ainsi prendre des décisions, au nom de la NTS, à condition d'en informer régulièrement le Conseil. Ceci implique qu'il est responsable des stratégies, des politiques, des objectifs et des projets de l'association (dont les principes sont établis par le Conseil) et qu'il peut prendre des décisions essentielles telles que l'acquisition de propriété, ...

Le comité travaille en étroite collaboration avec l'équipe de direction de la NTS qui le conseille, le guide dans ses décisions tout en surveillant leurs exécutions. Une fois qu'un projet et sa politique de gestion sont adoptés, l'équipe de direction se charge de l'amélioration de sa mise en application et fourni, dans le cas échéant, des rapports sur l'état d'avancement du projet au comité.

Appuis financiers

La National Trust for Scotland peut compter sur une multitude d'appuis financiers qui sont :

- des fonds européens : The European Regional Development Fund (le fond européen de développement régional) et The European Agricultural Guidance and Guarantee Fund (le fond de garantie)
- des fonds nationaux : The Heritage Lottery Fund; The National Heritage Memorial Fund; Historic Scotland; et Scottish Natural Heritage
- des fonds « locaux » des autorités locales, des entreprises locales et autres sociétés.

Elle dépend principalement des donations, des legs et des adhésions. Les dons faits par la population spontanément ou suite à des appels lancés par la NTS, représente une grande part de ses revenus tout comme les legs. Ces derniers sont utilisés soit sélectivement (pour des régions ou des propriétés) soit pour une quelconque action engagée sur le territoire. Certains donateurs soutiennent tout particulièrement l'éducation à l'environnement.

2. But de la NTS

Leur principe est qu'il ne faut pas bannir l'homme des lieux naturels remarquables mais de faire cohabiter les activités humaines et l'environnement tout en le préservant.

La NTS se définit comme le gardien du patrimoine écossais autant naturel qu'architectural et historique. Elle se consacre à la restauration et à la conservation du patrimoine bâti ; et à la préservation de sites naturels. Pour cela, l'association a, entre autre, acquis des propriétés dont elle assure la gestion ou la délègue à des associations soucieuses de l'environnement.

3. Leurs politiques

La NTS produit des politiques et des plans pour guider le travail de ses membres. Les documents qui en résultent, traitent de questions spécifiques et ont une approche en accord avec les principes de conservation de l'association. Chaque document est spécifique à l'action menée telle que la gestion des cerfs communs (2003), la politique de paysage (2005), la politique pour l'éducation (2006/2009), la politique de développement des énergies renouvelables (avril 2003), la politique pour les territoires sauvages (2002), ...

3.1 Politique environnementale (approuvée par le Conseil de la National Trust for Scotland le 25 novembre 2004)

3.1.1 Les principes

La NTS vise à la protection de l'environnement dans tous ses aspects (humain, économique, ...). Cette politique lui est destinée en tant que ressource naturelle et vise au contrôle des activités de l'association de telle sorte que les impacts négatifs qui en résultent, soient les moins pénalisants possibles pour la nature. Une partie des objectifs de la NTS est de promouvoir et de protéger leur environnement naturel par le biais d'une bonne gestion de leurs propriétés.

Leur politique comprend plusieurs principes qui sont :

- l'engagement de la NTS pour la protection de l'environnement est en tant qu'organisation de conservation.
- la NTS doit prendre en considération les facteurs environnementaux dans tous les aspects de ses activités.
- les responsabilités de la NTS concernant l'environnement ne s'arrêtent pas aux limites même de leurs propriétés.

Tous les propriétaires ou les entreprises doivent, au minimum, se conformer à la législation concernant la protection de l'environnement mais avec la position de la NTS en tant qu'association de conservation, les membres souhaitent apporter un plus haut niveau de bonnes pratiques environnementales.

Toutefois, le bon état écologique ne peut pas être obtenu en se concentrant uniquement sur les propriétés même, un travail au niveau national est primordial pour avoir de meilleurs résultats. En effet, les processus écologiques fondamentaux pour la survie des espèces ne fonctionnent pas que sur des espaces restreints et des facteurs extérieurs peuvent avoir un impact sur les zones naturelles que la NTS cherche à protéger (pollution d'un cours d'eau en aval, destruction d'habitat des espèces migratrices, ...). C'est pour cette raison que la NTS a pour but de développer une culture de l'environnement à travers l'information, la formation et l'appui par le conseil notamment.

3.1.2 Les buts de la politique

Les objectifs suivant expriment de manière générale, comment la NTS prévoit de répondre à son engagement envers l'environnement, objectif applicable, donc, à toutes ses actions.

Objectif 1 : montrer les meilleures pratiques de gestion de l'environnement par l'application de toute la législation en vigueur et par une plus grande sévérité des normes dans la mesure du possible.

L'association doit garantir que toutes ses activités sont en accord avec la législation en vigueur. Cependant, il a été reconnu qu'il existe : plusieurs secteurs d'activité où les normes imposées par la loi ne sont pas appliquées ou des zones où ils sont à la limite des normes demandées. En l'absence de législation, la NTS imposera ses propres conditions, les plus bénéfiques pour l'environnement, si cela est possible.

Objectif 2 : éliminer ou minimiser les impacts négatifs sur l'environnement des activités de la NTS en réduisant son niveau de consommation de la ressource et en se tournant vers l'utilisation des ressources renouvelables.

Le schéma actuel de la consommation des ressources naturelles ont beaucoup d'impacts négatifs sur l'environnement. Les besoins croissants en marchandises et en matériaux demandent un besoin de plus en plus important en énergie notamment pour la production et le transport. La génération de déchets qui en résultent est une preuve que les ressources naturelles et souvent non-renouvelables, ne sont pas utilisées efficacement. Ceci engendre des problèmes multiples de stockage des déchets et de contrôle de la pollution.

La NTS veut surveiller l'utilisation de la ressource et tâchera de réduire l'excédent de consommation ainsi que de réduire au maximum les déchets et les pollutions que les utilisateurs peuvent éviter. Il faut pouvoir effectuer un examen minutieux de l'utilisation de la ressource selon des besoins réels. Des alternatives ont été étudiées dans le but de trouver des solutions plus bienveillantes pour l'environnement qui ont permis de diminuer la production de déchets et la possibilité d'utiliser des matériaux réutilisables et recyclables a été explorée. Cette approche sera mise en œuvre dans la gestion des projets et des activités régulières (entretien, tourisme) que la NTS entreprend.

Objectif 3 : promouvoir des pratiques et des développements qui procurent des bénéfices environnementaux et qui sauvegardent le patrimoine culturel et naturel de l'Écosse.

L'association soutient des pratiques qui permettent de favoriser, sur un large territoire, la protection de l'environnement à long terme. Tout projet devra être évalué du point de vue de ses impacts positifs ou négatifs sur la nature avant qu'une quelconque décision soit prise.

L'un des objectifs clé de la NTS est de réduire sa contribution aux émissions des gaz à effet de serre modifiant à long terme le climat. Pour cela, elle prévoit de diminuer sa consommation en énergie issue de ressources non renouvelables tout en sachant la part importante des émissions liées à la sylviculture et autres changements d'utilisation de la terre qu'elle ne peut pas systématiquement contrôler. L'association estime que les changements climatiques affecteront, à un certain degré, ses bâtiments, ses jardins et le patrimoine naturel. Parmi ces perturbations, elle cite le risque d'inondation pouvant fragiliser les infrastructures dans les zones vulnérables, le changement paysager et écologique lié aux variations de la température susceptibles de menacer les espèces de montagne et leurs habitats. Ainsi, dans un futur relativement lointain, elle devra modifier son programme de gestion de l'environnement.

Objectif 4 : assurer une évaluation continue, des rapports transparents et un contrôle régulier des activités de la NTS.

La NTS cherche perpétuellement à améliorer la qualité de ses interventions à l'aide d'une surveillance et d'une évaluation continues. Cette surveillance permettra de veiller à la bonne efficacité de la politique de la NTS et de ses procédures de gestion associées.

Les rapports transparents seront entrepris à intervalle régulier afin de démontrer l'engagement de l'association, de son personnel, des membres, des bénévoles, du gouvernement et des organismes partenaires.

Objectif 5 : promouvoir sa politique et changer les comportements face à l'environnement.

L'association essaiera d'avoir une influence indirecte sur les questions de l'environnement en ayant une influence positive sur les comportements de chacun. Elle communiquera sa propre politique et démontrera que leur méthode de gestion dans leurs propriétés et pour les diverses activités représente la bonne pratique environnementale à appliquer tout comme son programme d'éducation. Son but est de sensibiliser au maximum aux problématiques environnementales et ainsi pouvoir changer les comportements des individus mais également la politique à différents niveaux du gouvernement (local et national).

4. Exemples d'activités de la NTS

(source : site internet <http://www.ntseducation.org.uk/students/students.html>)

4.1 Mar Lodge : un domaine de grande ampleur à préserver

Le *Mar Lodge* est constitué de plaines, de forêts, de bruyères, de zones montagneuses avec des gorges, des chutes d'eau et de lacs de montagnes ; et est sculpté par une multitude de



cours d'eau naturels. Les surfaces boisées représentent 2115 hectares dont 40 % sont composées de pins indigènes du Calédonien, espèce très peu présente en Écosse.

Cette diversité de paysage permet d'y pratiquer la pêche, la chasse et des activités touristiques. Ce domaine a un intérêt archéologique élevé et possède une histoire datant de la période médiévale pendant laquelle les zones forestières étaient exploitées pour le bois de construction. L'exploitation du bois a permis le développement de la bruyère qui a favorisé l'extension du cerf commun. L'abatage d'arbres étant très important, des espèces arborées exotiques ont été implantées afin de contrôler la population de cerf.

Cette zone boisée est à l'écart des bâtiments du *Mar Lodge* où se produisaient des activités commerciales et sportives. Cette expansion a entraîné la construction de voie de circulation et d'équipements de plus en plus conséquents pour satisfaire la demande. La grande fréquentation de ce domaine a énormément perturbé les écosystèmes en place.

Cette zone connaît divers problèmes tels que des avalanches, des inondations des différents fleuves présents sur le domaine et un risque de contamination par pollution, des sources du bassin versant du Dee. De plus, la présence de zones humides temporaires représente un grand intérêt écologique de part leur extrême oligotrophie et leurs faunes spécifiques.

Le *Mar Lodge* est une zone d'activités récréatives très diversifiées telle que la chasse, la pêche, les activités touristiques et sportives notamment l'alpinisme, les randonnées et le camping. Il est aussi un lieu d'étude de terrain pour les étudiants.

4.1.1 Un patrimoine naturel riche à protéger

Le *Mar Lodge* possède un intérêt floristique et faunistique très important à l'échelle nationale et européenne que la NTS se doit de préserver. En effet, sur les 118 espèces

végétales d'Écosse adaptées au climat montagneux, 77 sont présentes dans les montagnes de Cairngorms dont 28 sont classées comme espèces rares au niveau national. Certaines parties du Lodge sont d'ailleurs définies en réserve naturelle nationale (NNR) ou en zone spéciale d'intérêt scientifique (SSSI) ; tout deux soumis à une réglementation spécifique pour la protection de la faune et de la flore.

La richesse écologique nécessite une surveillance perpétuelle de la population de cerfs, des saumons (ainsi que des autres espèces rares protégées), du développement forestier mais également de l'impact des visiteurs sur l'environnement



4.1.2 L'intervention de la National Trust for Scotland sur le *Mar Lodge*

La NTS s'est rendu compte du potentiel écologique que le *Mar Lodge* possédait. Il est considéré comme le plus grand territoire naturel « sauvage » en Écosse, éloigné des zones anthropisées. Malgré la constante accessibilité à tout le domaine, il est peu modifié par l'homme (aux yeux des visiteurs). C'est pour cela que l'association a acquis la propriété afin de la gérer de telle sorte qu'elle conserve ses caractéristiques naturelles.

Objectifs de la NTS concernant le site

Afin d'atteindre au mieux ses objectifs, une gestion coordonnée est la meilleure solution pour la NTS. Ceci implique de travailler avec d'autres propriétaires fonciers, les gestionnaires des terres, les volontaires, les collectivités locales et les associations touristiques. La NTS est également en collaboration étroite avec Scottish Natural Heritage (structure nationale de préservation du patrimoine écossais) pour la gestion du patrimoine et des paysages. Parallèlement, l'association consulte fréquemment d'autres organismes experts notamment les autorités responsables de la sylviculture, la Deer Commission Scotland (commission écossaise pour le cerf commun), ...

Les principes suivants ont été accordés par le Conseil de la NTS et par le Scottish Natural Heritage en tant qu'éléments cadre de la gestion servant de guide et qui peuvent être complétés selon les besoins. Ces principes concernent essentiellement la protection de l'environnement selon les hommes et les utilisations qu'ils font du domaine (d'autres objectifs s'appliquant plus à la nature seront ensuite énumérés).

Les principes généraux sont :

1. le but principal est de gérer les terres de façon « soutenable », au profil de la nation, assurant la conservation et la restauration de sa géologie, de la faune, de la flore, de son aspect « sauvage » et de sa valeur archéologique.

2. les accès et leurs entretiens doivent en accord avec la conservation du paysage et de l'environnement.

3. les activités sportives de montagne doivent être appropriées et en harmonie avec les objectifs précédents.

4. l'utilisation continue du patrimoine bâti ne doit pas compromettre la conservation de l'environnement du reste du domaine.

5. sensibiliser le public à l'environnement et à la nécessité d'une préservation.

6. viser une gestion du domaine de telle sorte qu'elle augmente le bien-être social, économique et culturel de la communauté locale.

7. Le domaine fait partie de la région de Cairngorms soumis à un ensemble de principes de gestion que le Conseil de la NTS a accepté d'appliquer. Ces derniers sont devenus les principes même de gestion de *Mar Lodge* de l'association. Ils ne sont légalement pas obligatoires mais sont la condition imposée par le donateur pour le leg à la NTS. Cela devient donc une obligation morale de la NTS de les suivre vis-à-vis du donateur.

Le but de ces principes est en accord avec le premier principe cité ci-dessus. Ils sont les suivants :

- La NTS assurera un accès au public approprié tout en conservant la nature.
- La NTS gèrera le domaine de façon à : conserver les caractéristiques spécifiques écologiques et du paysage du domaine en harmonie avec le domaine sportif pour les activités de montagne ; maintenir la chasse et la contrôler de manière à ce que la quantité des prélèvements d'animaux soit en accord avec la législation en vigueur.
- La NTS s'assurera de la régénération naturelle de la forêt calédonienne de pin indigène par une gestion efficace du nombre de cerfs communs présents. Dans les sites où il n'y a pas de banque de grain naturelle, une plantation clôturée pourra être faite dans la mesure où elle ne compromettrait pas la qualité naturelle du site.

- La NTS doit s'assurer que la partie au sud et à l'ouest du fleuve Dee comportant des landes, soit préservée afin de conserver les habitats, la nature et les paysages.
- La NTS ne permettra pas le développement des équipements pouvant nuire à la qualité sauvage du site. Les randonnées seront maintenues mais les accès aux collines par voiture seront interdits. Les seuls véhicules autorisés seront de l'association pour la gestion et l'entretien du site. Parallèlement, La NTS tentera de dissuader l'utilisation de véhicules motorisés, dans la mesure du possible, pour les activités récréatives au-delà des environs de la *Mansionhouse* autrement nommée la *Mar Lodge*.
- La NTS doit perpétuer l'utilisation originale des bâtiments existants. Elle peut développer d'autres activités tant qu'elles ne compromettent pas le but initial des locaux et n'affectent pas l'environnement immédiat de la *Mansionhouse*.

Les objectifs suivant s'appliquent à l'environnement lui-même. Face à une large gamme de faune et d'habitats, la NTS a concentré ses mesures de gestion sur la conservation et la restauration des habitats bien qu'en cas de besoin, des actions spécifiques peuvent être engagées pour une espèce menacée ou, à contrario, nuisible. Tous ces objectifs sont inscrits dans un accord signé entre la NTS et la SNH en 1995, et il est revu tous les 5 ans.

Pour se faire, la NTS a dû acquérir des connaissances plus détaillées sur les habitats, les espèces associées et les processus naturels qui les influencent. Elle doit également surveiller les impacts de leur gestion sur ces derniers. Elle a donc décidé d'adopter l'approche de gestion dite « hands off » qui consiste à laisser faire la nature tout en intervenant de manière raisonnable sur les facteurs contraignants. Par exemple, pour la régénération de la forêt de pins, la NTS compte sur les processus naturels pour le développement des pins mais parallèlement, elle contrôle la densité de population de cerfs (qui ont prospéré, à la base, à cause de l'homme) pour permettre cette régénération.

Cette approche n'est pas applicable à chaque fois notamment pour limiter les risques d'incendie de forêt par débroussaillage. Ceci serait catastrophique pour la faune, la flore et les hommes, s'il n'était pas contenu.

La gestion du *Mar Lodge* doit montrer l'importance du domaine afin qu'il soit reconnu comme une partie potentielle du patrimoine mondial et soit désigné comme site Natura 2000.

Les objectifs de la NTS sont les suivants :

Objectif 1 - augmenter les connaissances de la NTS, des espèces, des habitats, des processus naturels et des impacts sur le patrimoine naturel - en vue de guider les décisions de gestion.

Objectif 2 - protéger les dispositifs géologiques et reconstituer les processus géomorphologiques naturels sur le domaine.

Objectif 3 - parvenir à une régénération naturelle des bois de pins calédoniens (sans clôturer). L'objectif à plus long terme pour la zone boisée est de favoriser une forêt auto-entretenu ayant une grande variété d'espèces végétales et animales. A un plus court terme, le succès sera mesuré par le développement des plantes préexistantes et d'une plus grande occurrence de nouvelles plantes.

Objectif 4 - protéger les bois du pin indigènes d'un ensemencement d'espèces d'origine étrangère, non locales.

Objectif 5 - démontrer que sur tout le domaine, la gestion de la population de cerfs communs, pour des raisons de conservation, peut être effectuée en harmonie avec le maintien des activités sportives de qualité et de l'accès au public.

Objectif 6 - améliorer les connaissances de la densité de population de cerfs communs et des autres caractéristiques de cette espèce afin de guider la gestion.

Objectif 7 - ramener le nombre de cerfs communs dans tout le domaine à un niveau auquel la régénération des pins et des arbustes indigènes a lieu.

Objectif 8 - conserver l'écosystème de bruyère (en particulier au sud et à l'ouest du Dee) pour ses habitats divers, les communautés, les arbres indigènes, les invertébrés et les oiseaux remarquables.

Objectif 9 - conserver les écosystèmes du « montane » notamment à l'égard de ses communautés végétales et espèces rares, populations d'invertébrés et espèces d'oiseaux rares.

Objectif 10 - employer les meilleurs efforts afin de s'assurer que le plateau n'est pas perturbé par des pressions anthropiques (par son accès).

Objectif 11 - s'assurer que les activités de gestion sur le domaine ne sont pas nuisibles à la qualité de l'eau de la partie supérieure du bassin versant du Dee.

Objectif 12 - travailler avec d'autres acteurs concernées par la conservation scientifique de la partie supérieure du bassin versant du Dee et de ses populations de saumons, pour coordonner la surveillance et pour discuter des meilleures pratiques à mettre en œuvre pour la gestion.

Objectif 13 –accueillir la mise en œuvre de la recherche scientifique sur le domaine qui contribue à la connaissance ou à la compréhension du patrimoine naturel

Objectif 14 - s'assurer qu'aucune recherche effectuée sur le domaine n'est en conflit avec la gestion de la NTS et du SNH pour la zone de Montane au niveau du Cairngorms.

Objectif 15 - conserver les dispositifs du paysage archéologique du domaine.

Objectif 16 – développer les connaissances et la compréhension de l'archéologie sur le domaine.

Objectif 17 - développer les connaissances et la compréhension de l'historique du domaine.

Objectif 18 - développer les connaissances sur l'état et l'importance de tous les bâtiments du domaine.

Objectif 19 - assurer la conservation, la restauration et l'entretien des bâtiments sur le domaine. Ils sont effectués en utilisant les meilleures pratiques en matière de conservation et suivront les procédures adoptées par la NTS. Ces actions seront intégrées aux objectifs généraux de la gestion du domaine.

Objectif 20 - trouver, si possible, une utilisation appropriée des bâtiments du domaine.

Objectif 21 - conserver et développer les paysages internationalement importants et le caractère sauvage des terres du domaine (surtout la grande surface que représente Cairngorms) et conserver sa considération comme faisant partie du patrimoine mondial potentiel.

Objectif 22 - développer les connaissances sur le nombre de visiteurs et sur l'utilisation du domaine afin de guider la future gestion.

Objectif 23 - assurer une gestion du tourisme appropriés aux caractéristiques du domaine, de la nature et des activités récréatives et qui s'intègre aux buts fixés par la gestion pour le domaine.

Objectif 24 - encourager le comportement de visiteur pour qu'il soit en l'équilibre avec les objectifs de gestion du domaine et pour les sensibiliser aux impacts négatifs que certains comportements peuvent engendrer sur des secteurs très utilisés ou fragilisés.

Objectif 25 - continuer et améliorer l'intégration des activités sportives avec des objectifs de conservation de la nature.

Objectif 26 - contrôler les activités sportives d'une façon soutenable, étroitement liée à une connaissance de la fréquentation par le public et des tendances, et à un niveau qui ne compromettra pas les futures populations.

Objectif 27 - développer l'ouverture d'esprit des visiteurs concernant l'association de l'activité sportive sur le domaine et des principes de conservation et d'accès du domaine afin qu'ils comprennent comment les deux peuvent harmoniser.

Objectif 28 - si possible, optimiser les revenus tirés des activités sportives sans compromettre les autres objectifs de gestion pour le domaine.

Objectif 29 - augmenter le plaisir des visiteurs en fournissant des informations au sujet du domaine et en leur faisant comprendre l'approche de la NTS concernant la gestion et la conservation.

Objectif 30 - employer l'interprétation comme outil de gestion en influençant le comportement des visiteurs de manière à aider à réaliser la gestion du domaine.

Objectif 31 - enclencher une politique de non-promotion de l'approche de la NTS par la couverture médiatique, le marketing afin d'essayer de dissuader les gens de promouvoir le domaine comme attraction touristique.

Objectif 32 - s'assurer que le travail entrepris sur le domaine est planifié correctement et sans risque, qu'il est bien mis en application et archivé, et que les ressources adéquates sont fournies pour engager les procédures.

4.1.3 Exemple d'action

Pour préserver le domaine, les gestionnaires ont, entre autre, limité l'accès au site par les véhicules motorisés en fermant beaucoup de routes, en en déplaçant d'autres et en restaurant les sentiers piétonniers (cf photo ci-dessous). Cependant, le domaine reste un lieu touristique très important pour l'économie locale. Ainsi, la NTS ne peut empêcher l'accès au public et préserver totalement le *Mar Lodge* de l'homme.





Un programme de restructuration des zones forestières est entrepris pour enlever la sectorisation de cette zone qui avait été faite afin de concentrer les cerfs. En effet, une première intervention a été faite pour redévelopper la forêt de pins qui avait été exploitée autrefois. Pour cela, des clôtures ont été posées pour empêcher les cerfs communs de piétiner les jeunes plantations. Maintenant, les gestionnaires souhaitent intégrer les différentes espèces animales sur tous les secteurs du domaine.

Parallèlement au programme de restructuration, le *Mar Lodge* étant une zone de chasse, la population de cerfs est régulée chaque année selon des quotas fixés par la NTS conformément au taux de renouvellement des populations. Ceci est également fait pour toutes espèces pouvant être nuisibles pour les espèces remarquables. Cette régulation permet de conserver un équilibre écologique entre les habitats et les aires de répartition de chaque espèce afin qu'elles puissent cohabiter.

Le domaine compte également une activité de pêche exclusive et très réglementée liée à la présence de saumons, espèce migratrice en sous effectif dans le Dee. Cette dernière est un indicateur du bon état écologique du cours d'eau, demandé par la Directive Cadre sur l'Eau.

Le personnel présent sur le site joue un rôle éducatif primordial en fournissant des informations sur les caractéristiques écologiques du Lodge et sur sa gestion. L'éducation à l'environnement s'applique aussi bien aux visiteurs qu'aux enfants par le biais des visites des écoles afin que toutes les générations soient sensibilisées à l'importance de la protection de la nature.

4.2 Autres activités

4.2.1 Threave garden school



Threave garden est un jardin d'agrément créé par l'association, non pas uniquement pour l'activité de loisir, mais également pour en faire un lieu d'apprentissage jouant un rôle très important dans la formation à l'entretien et au design paysager des étudiants. Cette école a été créée en 1960. Les propriétaires de Threave House souhaitaient exploiter leurs espaces verts à bon escient.

Ce jardin de 24 hectares sert de « chantier-école » dans

lequel chaque étudiant y travaillant, participe à la plantation et à l'entretien de cet espace. Ce système leur permet d'acquérir de l'expérience et de tester de nouveaux matériaux plus écologiques.

Il est également ouvert au public pour qu'il découvre leur travail et achète les surplus de culture.

Situé sur la façade ouest de la colline de Kelton Hill, il est caractérisé par une zone vallonnée et présente de nombreux affleurements naturels rocheux.

Les responsables de ce site s'assure d'y instaurer une grande diversité de plantes adaptées au type de sol et au climat. Toutefois, il n'y est pas cultivé de plantes rares ou d'intérêt purement botanique mais une variété de plantes inhabituelles, intéressantes ou historiques s'y développe.

4.2.2 Programme de protection des oiseaux marins sur les îles de Canna et de Sanday (juin 2000) : un exemple de mise en œuvre de la directive Oiseaux

Les îles de Canna et de Sanday sont situées au large de la côte occidentale de l'Écosse, près de l'île de Skye. Les îles sont étroitement proches et sont reliées par une passerelle piétonnière.



Au cours des trente dernières années, l'université d'Aberdeen avait rassemblé des données sur la population des oiseaux marins lors du « Seabird Monitoring Programme Canna Studies » (programme de surveillance des oiseaux marins de l'île de Canna). Les données rassemblées ont clairement montré que quelques espèces d'oiseaux marins sont en régression et même en voie de disparition. Les causes de ce phénomène semblent être un problème de prédation trop élevée des rats sur les œufs.

En réponse entre autre de la directive Oiseaux imposée par l'Union Européenne, la NTS a lancé un programme de surveillance puis d'extermination du rat en 1998. Ce programme a pour but de permettre aux espèces menacées de prospérer.

III. Un objectif commun mais des méthodes d'interventions différentes

Quelque soit l'organisme, français ou écossais, l'objectif principal de leur politique est identique : préserver l'environnement. Chacune entreprend des actions dans divers domaines tels que les déchets, les énergies renouvelables, la gestion forestière, l'agriculture, la protection d'espèces animales et végétales menacées, etc ... Toutefois, France Nature Environnement et la National Trust for Scotland n'interviennent pas de la même manière.

En Écosse, depuis plusieurs années, bien avant que l'Europe n'impose ses directives, la notion de patrimoine naturel, historique et culturel était très importante pour la population qui se sent, donc, très concernée par sa conservation. Cet intérêt permet à la NTS une grande marge d'action pour la protection de la nature et du patrimoine bâti. Les dons constituent la principale source de revenu de l'association ce qui leur a permis d'agir à la source des problèmes environnementaux via une gestion réfléchie. Celle-ci est étudiée de manière à concilier l'environnement et les activités humaines. Malgré leur politique de préservation de la nature, l'Écosse reste un territoire principalement rural, ainsi, elle ne peut se permettre d'interdire la vie économique, sociale, éducative et touristique existantes sur les domaines protégés.

La NTS ne cherche pas à intervenir auprès de leur gouvernement pour durcir la législation mais elle s'est, parfois, imposée ses propres normes pour appliquer une gestion de l'utilisation des ressources plus soutenable pour l'environnement

En opposition à la NTS, France Nature Environnement ne bénéficie pas du même encouragement financier des français. La prise de conscience par les citoyens de la mise en danger de la faune, de la flore et des espaces naturels n'a pas été spontanée malgré les avertissements des associations de protection de l'environnement et de certains groupes politiques écologistes. La nécessité d'agir pour préserver l'environnement a été plus fortement initiée par l'Union européenne par le biais de ses directives et des pénalités financières si elles ne sont pas respectées. Ainsi, pour faire changer les opinions et sensibiliser les acteurs de l'environnement, FNE a choisi de soutenir les associations déjà engagées dans la protection de la nature ainsi que d'intervenir directement auprès des pouvoirs publics.

La France fait l'objet d'une procédure d'infraction de la part de l'UE pour insuffisance de Zone de Protection Spéciale (dans le cadre de Natura 2000), qui se résument aux seuls sites déjà protégés par la loi (propriétés du Conservatoire du Littoral, zones centrales des Parcs

Nationaux, Réserves Naturelles, etc) excluant des territoires naturels de très grand intérêt (zones d'Etangs des Dombes, de Lorraine, de Sologne, marais atlantiques, etc.). Ceci est probablement l'une des raisons pour laquelle FNE et ses membres s'investissent autant dans la mise en œuvre du réseau Natura 2000. Les autres sont la volonté de modifier les perspectives politiques pour que l'environnement soit au cœur des réflexions lors de débats publics ; ainsi que la volonté d'informer la population afin qu'elle prenne conscience de l'importance de préserver notre patrimoine naturel pour que les générations futures puissent en profiter.

Conclusion

Cette analyse de la politique de l'environnement des deux organismes non gouvernementaux, France Nature Environnement et la National Trust for Scotland, montre que chacune agit pour la préservation des milieux naturels en conciliant le respect de la faune, de la flore et de leurs habitats ; et les activités humaines sociales et économiques.

France Nature Environnement n'intervient pas directement sur les espaces naturels. Elle a un rôle de concertation, de défenseur de l'environnement auprès du gouvernement français en donnant son opinion sur la politique nationale. Elle a pour objectif d'optimiser l'efficacité de ses associations membres en coordonnant leurs actions sur tout le territoire.

La National Trust for Scotland est une association active sur le terrain. Sa politique de gestion vise à faire cohabiter l'homme avec son environnement sans le dégrader. Pour cela, elle met à profit la générosité de la population pour acquérir ou non des propriétés et y suggérer la gestion la plus convenable afin de protéger l'environnement.

Fonctionnant différemment, ces deux structures associatives travaillent avec tous les acteurs de l'environnement, du simple citoyen, bénévole ou non, aux représentants des gouvernements. Leurs actions sont faites de l'échelle locale à l'échelle internationale, en fonction de la législation propre de leur pays tout en associant celle imposée par l'Union européenne afin d'atteindre le même objectif : développer et maintenir la biodiversité.

Bibliographie :

- Site internet officiel de France Nature Environnement : *France Nature Environnement*
« *Réconcilions l'homme et son environnement* » (consultation en février 2007)
<http://www.fne.asso.fr/>
- Site officiel du Sénat : *Bienvenue au Sénat un site au service des citoyens* (consultation en février 2007)
Page intitulée : *Audition de France Nature Environnement (25 juin 2003)*
<http://senat.fr/rap/r03-023-1/r03-023-150.html>
- Site internet de la Ligue de Protection des Oiseaux (consultation en février 2007)
<http://www.lpo.fr/>
- Site internet officiel de The National Trust for Scotland : *The National Trust for Scotland a place for everyone* (consultation en février 2007)
<http://www.nts.org.uk/Home/>
- Site internet : *The National Trust for Scotland, conservation through education* (consultation en février 2007)
<http://www.ntseducation.org.uk/students/students.html>